

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MAI 1919.

Projet de loi

modifiant temporairement l'organisation judiciaire et
la procédure devant les Cours et Tribunaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Bien avant la guerre, depuis de longues années déjà, les Cours et Tribunaux avaient peine à suffire à leur tâche. Malgré tous les palliatifs, l'encombrement des rôles prenait des proportions de plus en plus inquiétantes. En 1905, le Gouvernement institua auprès du département de la Justice une Commission spécialement chargée d'étudier les moyens de désencombrer les Cours et Tribunaux et de supprimer l'arriéré judiciaire. Un avant-projet de cette Commission, amendé sous certains rapports par le Gouvernement, est devenu le projet de loi du 12 novembre 1912 modifiant la composition des Chambres des Cours d'Appel. Mais le problème était complexe, et des hésitations bien naturelles se manifestaient quand il s'agissait de toucher, même si peu que ce fût, à l'édifice vénérable de notre organisation judiciaire. En dernière analyse, après bien des tâtonnements et des discussions, le Législateur ne trouvait rien de mieux que de se résigner à augmenter périodiquement le personnel des Cours et des Tribunaux : moyen onéreux pour le Trésor ; moyen dangereux aussi pour les justiciables, attendu qu'il finira à la longue par compromettre le bon recrutement de la magistrature.

La guerre survint. Cette fois, à la suite des formidables événements qui bouleversent le pays et le monde entier, le problème de l'encombrement judiciaire se pose avec une acuité jusqu'ici inconnue. Bien que les statistiques exactes nous fassent défaut pour mesurer toute l'ampleur de la tâche qui attend la Justice nationale, quelques réflexions suffisent à en donner une idée. Pendant la période où les Cours et Tribunaux continuèrent à fonctionner sous l'occupation allemande, un grand nombre de procès anciens ne

purent être terminés : d'abord, la loi du 4 août 1914 suspendait toutes poursuites en matière civile ou commerciale contre les citoyens présents sous les drapeaux ; ensuite, il fallait accorder quantité de remises, parce que l'une des parties, son conseil ou son expert se trouvaient à l'étranger ; souvent, des difficultés de communication dans le pays même rendaient impossible un échange de vues entre les plaideurs ou entre leurs conseils et eux ; souvent encore, les prévenus et les témoins se voyaient refuser par l'occupant le passe-port qui leur était nécessaire pour comparaître devant la Justice belge.

Et voici qu'à tous ces facteurs qui lentement encombraient davantage les rôles, vint s'en ajouter un autre, infiniment plus désastreux : frappée dans son indépendance par l'autorité allemande, la Justice nationale suspendait ses travaux en février 1918.

Tandis que le cours de la Justice se trouvait ainsi arrêté à un moment où déjà les affaires s'accumulaient, le nombre des litiges ne cessait d'augmenter. Fatalement, la guerre engendre de multiples conflits dans tous les domaines du droit : procès en matière d'état civil ; procès en matière d'absence ; procès en matière de successions ; procès en matière d'assurances, de marchés de fournitures, d'exécution de contrats de tout genre. Pour ne prendre qu'un exemple, à supposer même que la loi récente sur les loyers exerce toute l'influence bienfaisante qu'on est en droit d'en espérer, il est clair cependant qu'un bon nombre de litiges entre propriétaires et locataires ne pourront être liquidés qu'en justice.

Certes, la loi du 30 avril dernier touchant les mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice, contient une première série de dispositions qui contribueront à remédier à l'encombrement judiciaire. Mais ces dispositions, ainsi que l'ont signalé avec insistance divers membres du Parlement, sont manifestement insuffisantes. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que, par l'effet de cette loi, un nombre effrayant d'affaires pénales, qui étaient jusqu'ici de la compétence des juridictions militaires, vont retourner devant les juridictions ordinaires.

Bref, à quelque point de vue qu'on se place, au civil comme au criminel, les Cours et Tribunaux ont à faire face aux nécessités d'une situation sans précédents. Les forces humaines ont des limites, et le législateur a le devoir impérieux de venir au secours de la magistrature, menacée de fléchir sous un fardeau vraiment écrasant. Comment le fera-t-il ? Se décidera-t-il, une fois de plus, à augmenter encore le personnel judiciaire ? Le remède serait difficile à appliquer dans les circonstances actuelles. Il ne constituerait, au surplus, qu'un palliatif dérisoire, hors de toute proportion avec le mal.

Il semble donc bien qu'il faille entrer dans la voie des réformes. Le Gouvernement y songeait depuis longtemps. A son appel, — déjà pendant la guerre et malgré les difficultés du régime de l'occupation, — des Commissions officieuses se constituèrent en Belgique en vue d'étudier l'adaptation de notre législation aux circonstances créées par la guerre, et spécialement la réorganisation judiciaire et la réforme de la procédure civile. Ces commissions, composées de hauts magistrats et de jurisconsultes éprouvés, conti-

nuent leurs travaux. On peut attendre les plus heureux résultats du concours de leurs lumières et de leur dévouement à la cause publique. Mais le problème de la réorganisation judiciaire, on ne peut se le dissimuler, est d'une nature extrêmement complexe ; il a donné lieu à des controverses parfois passionnées, et la tâche est ardue de découvrir, parmi les nombreuses solutions préconisées, celle qui répond le plus adéquatement aux besoins du pays. C'est ainsi que, notamment dans des publications de toute nature dont l'ensemble constituerait une véritable bibliothèque, les partisans et les adversaires du juge unique ont exposé leurs points de vue respectifs avec un égal talent ; et cependant, si consciencieuse que fût leur documentation, si serrée que fût leur dialectique, il faut convenir qu'il a manqué aux uns et aux autres, pour asseoir un jugement vraiment solide, une donnée tout à fait essentielle, la plus précieuse de toutes, à savoir une expérience du juge unique en terre belge, dans le milieu traditionnel qui nous est légué par la lente évolution de la race.

Il y aurait donc assurément quelque témérité à prétendre introduire dans nos lois d'organisation judiciaire des réformes qui ne seraient pas suffisamment mûries et qui, en tout cas, ne reposeraient pas sur les fermes données de l'expérience. On ne peut improviser les solutions en pareille matière. Mais, d'autre part, la situation où les circonstances ont placé les Cours et les Tribunaux appelle une intervention urgente du Législateur. Il faut agir, et agir vite, sous peine de voir se perpétuer et s'amplifier la plaie de l'encombrement judiciaire.

Dans ces conditions, d'accord avec le Conseil consultatif du département de la Justice, d'accord avec les magistrats éminents qui s'occupent spécialement de l'étude de ces délicates questions de réorganisation judiciaire, le Gouvernement a estimé que le parti le plus sage à prendre était de présenter un projet de loi de caractère temporaire, qui répondrait aux inéluctables nécessités du moment, sans préjuger en aucune façon les solutions définitives, et qui, au contraire, contribuerait utilement à préparer celles-ci, en permettant d'ajouter aux lumières, parfois un peu diffuses de la spéculation, les renseignements positifs de l'expérience. En somme, en cette matière comme en beaucoup d'autres, les circonstances extraordinaires que nous traversons réclament une loi d'expédient qui n'est pas nécessairement destinée à leur survivre. Une expérience de trois ou quatre années montrera, mieux que les plus belles dissertations, ce que valent, absolument parlant, ces mesures nouvelles qui, pour l'instant, trouvent leur justification péremptoire dans la nécessité de sortir à tout prix d'une situation désastreuse qui, sans elles, se prolongerait et menacerait même de devenir inextricable. On ne peut espérer que nos compatriotes travaillent à la reconstitution nationale, avec cette ténacité et cette énergie joyeuse dont ils ont donné tant de preuves, si on laisse perdurer un encombrement judiciaire qui, à la longue, équivaldrait en fait, dans l'immense majorité des cas, à un véritable déni de justice.

La vote que le Gouvernement sollicite n'a donc nullement le caractère d'une adhésion à des principes définitifs de réorganisation judiciaire qui

peut-être ne rencontreraient pas toutes les adhésions. Il s'agit simplement de mettre la Justice nationale à même de s'acquitter de la tâche gigantesque qui lui est dévolue par les circonstances, en attendant que le Législateur, en des temps moins troublés, puisse aborder et résoudre le grave problème de la réorganisation judiciaire.

Les dispositions du projet ne trouvent leur application que pendant une période strictement limitée, du 1^{er} juillet 1919 au 1^{er} août 1923.

Aucune disposition de nos lois d'organisation judiciaire ne se trouve donc, en vertu du projet, abrogée ou modifiée de façon définitive.

Les dérogations consacrées par le projet sont purement temporaires. Si, à l'expiration du laps de temps fixé, aucune loi nouvelle n'en a décidé autrement, ces dérogations tomberont de plein droit et on reprendra, purement et simplement, l'application de nos lois actuelles d'organisation judiciaire et de procédure.

* * *

Le projet comporte deux catégories de dispositions, rangées les unes sous la rubrique « Organisation judiciaire », et les autres sous la rubrique « Procédure ».

Parmi les premières, celle qui élève le taux du dernier ressort à 5,000 francs (numéro I) se justifie à toute évidence par la diminution actuelle de la valeur de l'argent.

Les Cours d'appel se trouveront par là considérablement déchargées.

En première instance, le projet distingue entre les affaires appelables et celles qui ne le sont pas.

Les premières sont déferées à un juge unique, siégeant avec l'assistance du Ministère public. Les seconds continuent à être soumises à des chambres composées de trois juges, mais sans Ministère public, sauf en des cas exceptionnels. Le nombre des audiences pourra ainsi être augmenté dans une proportion sérieuse sans augmenter nécessairement le personnel. D'autre part, l'expérience du juge unique, laquelle permet d'obtenir ce résultat, n'est faite qu'avec la garantie de l'appel et du concours du Ministère public.

Tel est l'objet des dispositions des numéros II, III et IV. En somme, d'après ces dispositions, les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce seront divisés en deux variétés de chambres, comportant les unes trois juges et les autres un juge unique. La détermination du nombre des chambres appartient au Roi (n° II), ainsi que la désignation des juges uniques (n° III). Le président distribue aux juges uniques les affaires qui, d'après les termes de l'acte introductif de l'instance, lui paraissent sujettes à appel (n° IV).

Il est bien entendu qu'il n'y aura pas dans les tribunaux deux juridictions distinctes, — celle des chambres ordinaires, connaissant des affaires non appelables, et celle des juges uniques, connaissant des affaires appelables, — en ce sens qu'une affaire relevant de la compétence d'une de ces juridictions, pourrait donner lieu à déclinatoire, si elle était introduite devant l'autre, ou encore qu'on pourrait opposer une exception de nullité à un jugement rendu par une de ces juridictions sur une affaire qui serait du ressort de l'autre.

Le projet organise, non pas deux juridictions, mais deux variétés de chambres dans une même juridiction. Ces deux variétés sont, en principe, également compétentes pour les diverses affaires, qu'elles soient appelables ou non. Seulement, les affaires appelables d'après l'acte introductif de l'instance seront distribuées aux juges uniques et les affaires non appelables aux collèges de trois juges. Mais ce n'est là qu'une question de répartition, une mesure d'ordre intérieur. Pour ne laisser aucun doute sur le caractère de l'attribution, l'alinéa dernier du numéro IV dispose qu'en aucun cas la répartition des affaires entre les diverses chambres ne pourra donner lieu à déclinatoire. Elle pourrait encore moins donner lieu à une exception de nullité en cas de jugement.

D'après le numéro V, le juge unique, dans les tribunaux de première instance, ne statue qu'avec l'assistance du Ministère public. Mais cette assistance n'est pas maintenue devant les chambres ordinaires, sauf en certains cas tout à fait exceptionnels.

Malgré la non-assistance du Ministère public devant les chambres civiles de trois juges, malgré la création récente de substituts du Procureur du Roi de complément, l'application du numéro V pourrait donner lieu à certaines difficultés, si les magistrats du siège ne pouvaient être appelés à remplir les fonctions d'officiers du Ministère public. Mais ce dernier principe se trouve inscrit dans l'article 203 de la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869. Il est donc inutile de le rappeler dans la loi nouvelle.

Les numéros VI, VII et VIII ont trait à l'organisation des Cours d'appel. La même méthode est suivie : mettre le personnel actuel en mesure de fournir une somme plus considérable de travail. Pour cela, il faut augmenter le nombre des chambres.

Le nombre des chambres des Cours d'appel est actuellement réglé par la loi. Mais, dans une loi temporaire, il convient de confier au Gouvernement le soin de déterminer ce nombre ; dans certains cas, l'augmentation pourra ne pas être nécessaire pendant tout le temps envisagé. Dans d'autres cas, celle qui a été décidée pourra devenir insuffisante.

C'est l'objet du numéro VI.

Le numéro VII réduit à trois conseillers, y compris le président, le siège des chambres des Cours d'appel. C'est le principe consacré déjà en matière correctionnelle et proposé d'une manière générale par le projet de loi du 12 novembre 1912. L'assistance du ministère public est requise, « sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur », par exemple, en ce qui concerne les causes déferées à la Cour en vertu du code électoral ou de la loi de milice.

Le numéro VIII, qui règle la composition des audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation, n'est que la reproduction du texte nouveau de l'article 83, figurant dans le projet de loi du 12 novembre 1912.

Le numéro IX prévoit l'organisation des chambres de vacation, tant dans les Cours d'appel que dans les Tribunaux de première instance.

Enfin, le numéro X accorde aux juges uniques dans les Tribunaux de première instance un supplément de traitement. Ce supplément est en rapport

avec celui qui est alloué actuellement aux juges d'instruction et aux juges des enfants (voir article 32 de la loi du 15 mai 1912). De plus, il est prévu que les conseillers des Cours d'appel appelés à présider d'une manière régulière les chambres à défaut de président titulaire jouiront du traitement afférent aux fonctions de président. Sans doute, comme la loi est temporaire, il ne convient pas d'augmenter le nombre des présidents; mais l'équité indique d'allouer les émoluments de la fonction à ceux qui en ont la charge.

Le paragraphe second, consacré à la procédure, contient, à côté de certaines simplifications, quelques dispositions qui ont uniquement en vue d'adapter l'institution du juge unique aux lois actuelles. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, les attributions du juge commissaire sont dévolues au juge unique (numéro XI); il en est de même des attributions de la chambre du conseil du Tribunal de première instance en matière répressive (n° XII).

La communication préalable aux magistrats des pièces essentielles de la procédure devant les cours d'appel (n° XIII), permettra d'abrégier les débats dans un grand nombre de cas.

Enfin, la pratique appelle depuis longtemps de ses vœux la suppression du rapport prescrit par l'article 209 du code d'instruction criminelle (n° XIV).

Deux dispositions transitoires complètent le projet. Elles s'inspirent des directives données en cette matière par la loi de 1876 sur la compétence; les articles 55 et 56 de cette loi sont généralement regardés comme consacrant les vrais principes sur la rétroactivité des lois de procédure et de compétence.

La disposition I prescrit, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, une nouvelle distribution des affaires pendantes entre les diverses chambres, conformément au n° IV. C'est l'application de la règle consacrée par l'article 55 de la loi de 1876, qui dispose, notamment, que les affaires pendantes « seront instruites et jugées conformément à la présente loi. »

La disposition transitoire II règle la question de la recevabilité des appels. L'alinéa premier reprend purement et simplement le texte de l'article 56, d'après lequel la recevabilité de l'appel s'apprécie conformément aux nouvelles dispositions légales, aussi longtemps qu'il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif. Ce principe est juste. Pour juger logiquement de la recevabilité d'un appel, il faut envisager les règles applicables au moment où naît le droit de la former; et ce moment est celui où il y a un jugement définitif ou interlocutoire, c'est-à-dire un jugement qui *juge* le fond (jugement définitif) ou qui *prejuge* le fond (jugement interlocutoire). Il va de soi d'ailleurs que la règle vise non seulement les appels déjà formés au moment de l'entrée en vigueur de la loi, mais encore les appels non formés, mais qui peuvent encore l'être, parce que les délais légaux ne sont pas expirés.

En résumé, d'après le principe consacré par l'alinéa premier, s'il y a un jugement définitif ou interlocutoire, le droit d'interjeter appel est réglé par la loi ancienne; on applique celle-ci, soit que l'appel soit déjà

formé au moment de la mise en vigueur de la loi nouvelle, soit qu'il n'y ait pas eu de jugement définitif ou interlocutoire. Le fond n'étant ni jugé ni pré-jugé, le droit d'appel est réglé par la loi nouvelle.

Faut-il toujours admettre cette dernière conclusion dans toute sa rigueur ? Si juste qu'elle paraisse en théorie, il faut convenir qu'en fait, dans les cas nombreux où l'évaluation a été faite en termes généraux à une valeur supérieure à 2.500 francs, elle aboutirait à une injustice. En effet, il est très probable qu'en faisant cette évaluation, les parties ont entendu se ménager le droit d'interjeter appel. Il faut donc leur donner l'occasion de faire une évaluation nouvelle. Tel est l'objet de l'alinéa second, qui attribue à cette évaluation nouvelle tous les effets de celle qui est prévue à l'article 53 de la loi du 23 mars 1876.

Pour le Ministre de la Justice :

Le Ministre des Colonies,

L. FRANCK.

PROJET DE LOI

modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1919 jusqu'au 1^{er} août 1925 :

§ 1^{er}. — Organisation judiciaire.

I. Le taux du dernier ressort est porté à 5,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé.

II. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de com-

WETSONTWERP

tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de Hoven en Rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen zijn van 1 Juli 1919 tot 1 Augustus 1925 van toepassing :

§ 1. — Rechterlijke inrichting.

I. Het waardebedrag voor den laatsten aanleg is gebracht op 5,000 fr. voor de vonnissen der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel en voor de uitspraken op kortgeding.

II. De rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koop-

merce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal.

III. Le Roi désigne, parmi les président, vice-présidents et juges de chaque tribunal, des juges uniques titulaires et suppléants, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par chambre de juge unique.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres du tribunal.

IV. Sur le vu de l'acte introductif d'instance qui lui est présenté, en original ou en copie signifiée, par la partie la plus diligente, le président du tribunal de première instance distribue les affaires civiles entre les chambres. Celles qui lui paraissent, d'après les termes de cet acte, sujettes à appel, sont distribuées à une chambre ne comportant qu'un juge unique. Les affaires sont ensuite introduites à la chambre ainsi désignée par le président.

Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déférés à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

Les assignations devant le tribunal de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal, de façon que les affaires qui parais-

handel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers bestaande uit een alleensprekend rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald.

III. Uit den voorzitter, de onder-voorzitters en de rechters van elke rechtbank, wijst de Koning titelvoerende en plaatsvervangende alleensprekende rechters aan, naar rato van één titularis en één plaatsvervanger per kamer met een alleensprekend rechter.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

IV. Op vertoon van de oorspronkelijke akte tot inleiding van het rechtsgeding, of van een beteekend afschrift daarvan, hem door de meest gereede partij voorgelegd, verdeelt de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg de burgerlijke zaken tussen de kamers. De zaken welke hem, op grond van deze akte, voor beroep vatbaar lijken, worden toegewezen aan eene kamer uit een alleensprekend rechter bestaande. De zaken worden vervolgens in de aldus aangeduide kamer door den voorzitter ingeleid.

Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleensprekend rechter bestaande, kennis.

Dagvaarding vóór de rechtbank van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement, derwijze dat de zaken, die volgens de termen van de akte tot

sent, d'après les termes de l'acte introductif de l'instance, sujettes à appel soient déléguées à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

En aucun cas, soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce, la répartition des affaires entre les chambres ordinaires et les chambres ne comportant qu'un juge unique ne peut donner lieu à déclinatoire.

V. Dans les tribunaux de première instance, le juge unique ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent, en matière civile, au nombre fixe de trois juges, sans l'assistance du ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a dans les cours d'appel

inleiding van het rechtsgeding vatbaar lijken voor beroep, vóór eene uit een alleensprekend rechter bestaande kamer worden gebracht.

In geen geval mag hetzij vóór de rechtbank van eersten aanleg, hetzij vóór de rechtbank van koophandel, de verdeeling der zaken tusschen de gewone kamers en de kamers, die uit een alleensprekend rechter bestaan, tot eene verklaring van onbevoegdheid aanleiding geven.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg doet de alleensprekende rechter slechts uitspraak nadat hij het advies heeft gehoord van het Openbaar Ministerie. In burgerlijke zaken zetelen de gewone kamers ten vasten getale van drie rechters, buiten de tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken was.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonderingen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken, bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eerste voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep be-

une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, il y en a au moins deux, une chambre de trois juges et une chambre d'un juge unique.

Ces chambres de vacation sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

X. Le juge unique jouit d'un supplément de traitement de 2,000 fr. dans les tribunaux de première instance de 1^{re} classe, de 1,500 fr. dans les tribunaux de 2^e classe et de 1,000 francs dans les tribunaux de 3^e classe.

Dans les cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titulaire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

§ 2. — Procédure.

XI. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XII. Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Celui-ci statue sur le rapport du juge d'instruction, lequel n'a pas voix délibérative.

staan een of meer vacantiekamers; in de rechtbanken van eersten aanleg zijn er minstens twee, eene kamer met drie rechters en eene kamer met een alleensprekend rechter.

Deze vacantiekamers zijn belast met de afwikkeling der burgerlijke zaken die spoed eischen en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

X. Aan den alleensprekenden rechter wordt als weddebijslag in de rechtbanken van eersten aanleg van 1^{ste} klasse, 2,000 frank, in de rechtbanken van 2^{de} klasse 1,500 frank en in de rechtbanken van 3^{de} klasse 1,000 frank toegekend.

In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij onstentenis van den titelvoerveden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

§ 2. — Rechtspleging.

XI. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaat de bevoegdheid van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XII. De bevoegdheid van de raadskamer der rechtbank van eersten aanleg in strafrechtelijke zaken is toegekend aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Deze doet uitspraak op het verslag van den onderzoeksrechter, die geen deel neemt aan de beraadslaging.

XIII. Devant la cour d'appel, les parties sont obligées de remettre à tous les magistrats du siège et au ministère public, trois jours au moins avant l'audience des plaidoiries, en texte imprimé ou dactylographié, le jugement de première instance, les conclusions d'appel, les rapports d'expertise et d'enquête, ainsi que, le cas échéant, le contrat servant de base au débat.

XIV. Le rapport prescrit par l'article 209 du Code d'instruction criminelle est supprimé.

Dispositions transitoires.

I. Au moment de la mise en application de la présente loi, les présidents des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce procéderont à une nouvelle distribution des affaires entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions de l'article IV.

II. Dans toutes les instances dans lesquelles il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Toutefois, lorsque, dans une affaire civile ou commerciale dans laquelle il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, l'évaluation prévue à l'article 55 de la loi du 25 mars 1876 est supérieure à 2,500 francs sans l'être à 5,000 francs, chacune des parties est recevable à en faire une nouvelle, dans le premier acte de procédure qui suivra la mise en vigueur de la loi, et cette évaluation nouvelle

XIII. Voor het hof van beroep zijn partijen verplicht aan al de magistraten van den zetel en aan het Openbaar Ministerie, ten minste drie dagen vóór de zitting waarop gepleit zal worden, een gedrukten of gedactylografeerden tekst te overhandigen van het vonnis van eersten aanleg, van de eischen van partijen in hooger beroep, de verslagen der deskundigen en van het getuigenverhoor, alsook, desnoods, van het contract waarop het geschil is gesteund.

XIV. Het verslag, voorgeschreven bij artikel 209 van het Wetboek van strafvordering, is afgeschaft.

Overgangsbepalingen.

I. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koop-handel overgaan tot eene nieuwe verdeling der zaken tusschen de verschillende kamers, overeenkomstig de voorschriften van artikel IV.

II. In al de rechtsgedingen, waarin geen tussen- of eindvonnis werd uitgesproken, zal het recht om in hooger beroep te gaan geregeld worden volgens de voorschriften van deze wet.

Nochtans, indien in eene burgerlijke of handelszaak, waarin geen tussen- of eindvonnis is uitgesproken, de begroting, voorzien bij artikel 55 van de wet van 25 Maart 1876, hooger is dan 2,500 frank en lager dan 5,000 frank, dan kan iedere partij eene nieuwe begroting laten doen bij de eerste handeling van rechtspleging, die zal volgen op het in werking treden der wet, en die nieuwe begroting zal

aura tous les effets de celle prévue
au dit article 33.

dezelfde kracht hebben als die, bij
genoemd artikel 33 voorzien.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1919.

Gegeven te Brussel, den 21^e Mei
1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Pour le Ministre de la Justice :

Voor den Minister van Justitie :

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MEI 1919.

Wetsontwerp

**tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting
en van de rechtspleging vóór de Hoven en Rechtbanken.**

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Lang vóór den oorlog reeds, sedert jaren en jaren, konden de Hoven en Rechtbanken met moeite in hunne taak voorzien. Ondanks al de aangewende hulpmiddelen, bleef de justicieele achterstand toenemen tot steeds zorgwekkender verhoudingen. In 1903, stelde de Regeering bij het departement van Justitie eene commissie in, met de bijzondere opdracht uit te zien naar geschikte middelen om Hoven en Rechtbanken te ontlasten en den achterstand in rechtszaken te doen ophouden.

Een voorloopig ontwerp, door deze Commissie opgemaakt en in zekere opzichten door de Regeering gewijzigd, werd naderhand het wetsontwerp van 12 November 1912 tot wijziging van de samenstelling der Kamers in de Hoven van Beroep. Doch het vraagstuk was ingewikkeld en natuurlijkerwijze deed zich aarzeling voor waar het gold, hoe licht ook te raken aan het eerbiedwaardig gebouw onzer rechterlijke inrichting.

Ten slotte, na heel wat wikken en wegen, vond de Wetgever niets beters dan er zich bij neer te leggen dat het personeel der Hoven en Rechtbanken periodisch werd vermeerderd : een voor de Staatskas bezwarend middel, dat ook voor de rechtvragenden gevaar oplevert, aangezien het met den tijd een behoorlijke aanwerving der magistratuur in den weg zal staan.

Toen kwam de oorlog. Ten gevolge van de ontzaglijke gebeurtenissen die ons land en gansch de wereld onderstboven keeren, dringt thans het vraagstuk der overlading in de rechterlijke colleges met een tot nog toe ongekende kracht zich aan ons op. Al beschikken wij niet over een nauwkeurige statistiek die zou toelaten zich een juist denkbeeld te vormen van de uitgestrektheid der taak, die 's Lands gerecht te wachten staat, toch zullen

de volgende overwegingen volstaan om er een kijk op te geven. Gedurende het tijdperk waar, onder de Duitsche bezetting, de Hoven en Rechtbanken werkzaam bleven, kon een groot aantal oude zaken niet worden beslecht : vooreerst schorste de wet van 4 Augustus 1914 alle rechtsvervolging in burgerlijke of handelszaken ten laste van onder de wapens zijnde burgers op ; vervolgens, moest in vele gevallen uitstel worden verleend, omdat één der partijen, haar verdediger of haar deskundige, zich in den vreemde bevond ; vaak maakten de verkeersmoeilijkheden in het land zelf elke gedachtenwisseling tusschen de procedeerende partijen, of tusschen hare verdedigers en zij zelf, onmogelijk ; dikwijls ook weigerde de bezettende macht aan beklaagden en getuigen den noodigen reispas om vóór 't Belgisch gerecht te verschijnen.

Maar, bij al die factoren, die stilaan het aantal te behandelen zaken lieten aangroeien, kwam nog een andere, oneindig veel noodlottiger : door de Duitsche overheid in bunne onafhankelijkheid getroffen, schorsten de nationale rechtbanken in Februari 1918 den arbeid.

Terwijl de rechtsbedeeling aldus staakte op een ogenblik dat de hangende zaken reeds zoo talrijk waren, groeide hun aantal nog steeds onophoudend aan. Overmijdelijk, geeft de oorlog aanleiding tot talrijke geschillen op rechtsgebied : tot rechtsvorderingen in zake burgerlijken stand, in zake afwezigheid, in zake nalatenschap, in zake verzekering, leverantiën, uitvoering van contracten van allen aard. Om maar een enkel voorbeeld te geven : het is duidelijk dat, zelfs in de veronderstelling dat de huishuurwet, die onlangs werd aangenomen, den weldoenden invloed zal uitoefenen welke men ervan mag verwachten, er tal van geschillen tusschen eigenaar en huurder enkel door den rechter zullen kunnen worden beslecht.

Gewis, de wet van 30 April l.l., waarbij maatregelen werden getroffen met het oog op de regelmatige werking van het gerecht, bevat een eerste reeks schikkingen die den justicieelen achterstand zullen helpen bestrijden.

Maar, zooals verscheidene leden van 't Parlement met nadruk hebben aangewezen, die bepalingen zijn ontoereikend. Anderzijds, mag niet vergeten worden dat, ten gevolge van die wet, een ongemeen groot aantal strafzaken, die tot hiertoe tot de bevoegdheid der militaire rechtsmacht behoorden, wederom vóór de gewone rechtbanken zullen gebracht worden.

In het kort, op welk gebied men zich ook plaatse, hetzij op dat der burgerlijke-, hetzij op dat der strafzaken, de Hoven en Rechtbanken staan voor een toestand die hun eischen stelt zonder voorgaande. Het menscheijk vermogen is niet onbegrensd en het moet voor den Wetgever een plicht heeten de Magistratuur, die dreigt te zwichten onder den last die zoo zwaar op haar drukt, ter hulp te komen.

Hoe zal hij dit doen? Zal hij er eens te meer toe besluiten het rechterlijk personeel weer te vermeerderen? In de tegenwoordige omstandigheden ware dit hulpmiddel bezwaarlijk toe te passen. Het zou, daarenboven, maar een bespottelijk lapmiddel zijn, buiten verhouding met den te verhelpen toestand.

Het blijkt dan gewenscht den weg der hervormingen in te slaan. De Regeering dacht er sedert langen tijd aan. Op haar verzoek kwamen — nog

onder de bezetting en spijs de moeilijkheden door 't bezettingsregiem geschapen — in België officieuze Commissiën tot stand, om na te gaan op welke wijze onze wetgeving het best aan te passen zou zijn aan de door den oorlog in het leven te roepen omstandigheden, en hoe in het bijzonder ons rechtswezen heringericht en onze burgerlijke rechtspleging gewijzigd zou den kunnen worden. Deze Commissiën, uit hogere rechters en ervaren rechtsgeleerden samengesteld, zetten hun arbeid voort. Van hunne verlichte medewerking en hunne verknochtheid aan 's Lands zaak mogen wij de beste uitslagen verwachten. Maar het vraagstuk der rechterlijke reorganisatie is — men kan het zich niet ontveinzen — uitteraard zeer ingewikkeld, het gaf aanleiding tot soms hartst ehtelijke redetwisten en onder de talrijke voorgestelde oplossingen is het bezwaarlijk diegene te ontdekken, welke het best voorziet in de behoeften van het land. Zoo hebben, namelijk, voor- en tegenstanders van den alleensprekenden rechter, in allerhande geschriften die samen een gansche bibliotheek zouden vullen, hunne onderscheiden zienswijzen met evenveel talent uiteengezet; en nochtans, hoe nauwgezet zij zich ook hadden gedocumenteerd, hoe sterk hun redeneeringen waren opgebouwd, toch moet erkend, dat, aan de eenen zoowel als aan de anderen, één gegeven heeft ontbroken, dat boven de andere waarde had en niet gemist kon worden, waar 't er om ginge en waarlijk degelijk oordeel te gronden: met name de proef van het stelsel van den alleensprekenden rechter, toegepast op Belgischen bodem, in het traditioneel milieu, ons door de trage ontwikkeling van het ras nagelaten.

Men zou het derhalve eenigermate vermetel kunnen achten, aan onze wetten op de rechterlijke inrichting wijzigingen toe te brengen, die de noodige rijpheid zouden missen en in elk geval niet zouden steunen op de vaste gegevens der ervaring. De oplossing van dergelijke vraagstukken mag niet worden overgelaten aan de loutere ingeving. Anderzijds, maakt echter de toestand, waarin de omstandigheden de Hoven en Rechtbanken hebben gebracht, de tusschenkomst van den Wetgever dringend noodig. Er dient gehandeld en spoedig gehandeld, wil men het kwaad der justicieele overlading niet zien voortduren en nog verergeren.

In deze voorwaarden was de Regeering, in eensgezindheid met de Raadplegende Commissie van het departement van Justitie, in eensgezindheid ook met de rechters van aanzien, welke zich in 't bijzonder aan de studie der kiesche vraagstukken in zake rechterlijke reorganisatie hebben gewijd, van oordeel dat geen wijzer besluit kon worden genomen dan het indienen van een wetsontwerp van tijdelijken aard, dat niet alleen, zonder allerm minst definitieve oplossingen vooruit te loopen, aan de onafwendbare eischen van het oogenblik zou voldoen, maar dat ook ter voorbereiding van deze oplossingen nuttig zou zijn door aan de soms wat onduidelijke wenken der theoretische bespiegelingen, de stellige gegevens toe te voegen die uit de ervaring blijken. In deze, zooals in vele andere zaken, eischen ten slotte de buitengewone omstandigheden van dezen tijd dat wij onze toevlucht nemen tot een redmiddel, — tot eene wet die niet noodzakelijk langer dan die omstandigheden moet bestaan. Beter dan de voortreffelijkste verhande-

lingen, zullen drie of vier jaren ervaring aantoonen welke in volstrekten zin de waarde zal zijn van deze nieuwe maatregelen die, voor 't oogenblik, bepaald gewettigd zijn door de noodzakelijkheid om tot elken prijs uit een benarden toestand te geraken, welke anders zou voortduren en zelfs onoplosbaar zou dreigen te worden. Van onze medeburgers kan men niet verwachten dat zij zich aan 's Lands herstel zouden wijden met den blijden ijver en de wilskracht waarvan zij zoo menig blijk hebben gegeven, indien men in onze Hoven en Rechtbanken geen einde stelt aan den overladen toestand, die met den tijd, in de meeste gevallen, feitelijk zou gelijkstaan met eene ware rechtsweigering.

Waar de Regeering om uw steun voor haar ontwerp verzoekt, vraagt zij dus niet dat gij u eens zoudt verklaren met sommige vaste beginselen voor rechterlijke reorganisatie, die wellicht niet de algemeene goedkeuring zouden wegdragen. Het geldt hier eenvoudig 's Lands gerecht in staat te stellen de reusachtige taak te vervullen die de omstandigheden op zijn schouders hebben gelegd, in afwachting dat de Wetgever, in minder beroerde tijden, kunne overgaan tot de oplossing van het gewichtig problema der rechterlijke herinrichting.

De bepalingen van het ontwerp zijn enkel van toepassing gedurende een volstrekt beperkten tijd : van 1 Juli 1919 tot 1 Augustus 1923.

Geen enkele bepaling uit onze wetten op de rechterlijke inrichting wordt dus, krachtens het ontwerp, voorgoed afgeschaft of gewijzigd. De in het ontwerp voorziene afwijkingen zijn enkel tijdelijk. Gebeurt het dat, bij het verstrijken van den gestelden tijd, geen nieuwe wet er anders over beslist, dan vervallen die afwijkingen van rechtswege en dan zal men, heel eenvoudig, weder toepassing maken van onze tegenwoordige wetten op de rechterlijke inrichting en op de rechtspleging.

* * *

Het ontwerp omvat twee categorieën bepalingen, gerangschikt de eene onder de rubriek « Rechterlijke inrichting », de andere onder de rubriek « Rechtspleging ».

Onder de eersten, is de bepaling, waarbij het waardebedrag voordien laats ten aanleg tot 5,000 frank (nummer I) wordt verhoogd, zonder twijfel mogelijk te rechtvaardigen door de huidige waardevermindering van het geld.

De Hoven van beroep zullen op die wijze in hooge mate worden ontlast.

In eersten aanleg, maakt het ontwerp een onderscheid tusschen de zaken die voor hooger beroep vatbaar zijn en die welke dit niet zijn.

De eersten worden aanhangig gemaakt vóór den alleensprekenden-rechter, rechtsprekende met den bijstand van het openbaar ministerie. De tweeden worden als vroeger onderworpen aan uit drie rechters bestaande kamers, doch zonder openbaar ministerie, behalve in uitzonderingsgevallen. Het aantal zittingen zal op die wijze aanzienlijk verhoogd kunnen worden, zonder dat het personeel daarom noodzakelijkerwijze moet worden versterkt. Anderzijds, wordt de proef, waaraan het stelsel van den alleensprekenden-rechter zal worden onderworpen en dat zal toelaten dien uitslag te

bereiken, enkel genomen mits den waarborg, in de mogelijkheid om in hooger beroep te gaan en in de medewerking van het openbaar ministerie gelegen.

Dit is het doel der bepalingen nummers II, III en IV. In 't kort, volgens deze voorstellen, worden de rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koophandel verdeeld in twee soorten kamers, de eene bestaande uit drie rechters, de andere uit een alleensprekend rechter. Het behoort den Koning het aantal kamers (nummer II) te bepalen, alsook de alleensprekende rechters (nummer III) aan te wijzen. De Voorzitter deelt aan de alleensprekende rechters die zaken uit die hem, volgens de termen van de akte tot inleiding van het rechtsgeding, voor hooger beroep vatbaar lijken (nummer IV).

Wel te verstaan zullen er in de rechtbanken geen twee verschillende rechtsmachten zijn — die der gewone kamers, welke van niet voor hooger beroep vatbare zaken, en die der alleensprekende rechters, welke van wel voor hooger beroep vatbare zaken kennis nemen, — in dien zin, dat eene zaak, tot de bevoegdheid behoorend van eene dezer rechtsmachten, aanleiding zou kunnen geven tot afwijzing, mocht zij voor de andere rechtsmacht gebracht zijn geworden, of ook dat men eene exceptie van nietigheid zou kunnen stellen tegen een vonnis door eene dezer rechtsmachten gewezen omtrent eene zaak die tot het gebied der andere zou behooren. Het ontwerp richt niet twee rechtsmachten in, maar twee soorten kamers in eene zelfde jurisdictie. Al die kamers hebben in beginsel eene gelijke bevoegdheid in de verschillende zaken, zij wezen al dan niet voor hooger beroep vatbaar. Volgens de akte tot inleiding van het rechtsgeding zullen echter de voor hooger beroep vatbare zaken aanhangig worden gemaakt voor den alleensprekenden rechter en de niet voor hooger beroep vatbare zaken onderworpen worden aan de colleges van drie rechters. Dit is slechts een kwestie van verdeeling, een maatregel van inwendige orde. Om geen twijfel te laten bestaan omtrent het karakter der toewijzing, bepaalt het laatste lid van nummer IV dat in geen geval de verdeeling der zaken tusschen de verschillende kamers afwijzing ten gevolge mag hebben. Nog veel minder mag zij, in geval van uitspraak, leiden tot eene exceptie van nietigheid.

Volgens nummer V doet de alleensprekende rechter in de rechtbanken van eersten aanleg slechts uitspraak met bijstand van het openbaar ministerie. Maar deze bijstand wordt niet geëischt voor de gewone kamers, behoudens enkele zeer buitengewone gevallen.

Al is het openbaar ministerie niet tegenwoordig in de burgerlijke kamers van drie rechters, al werd onlangs de benoeming van bijgevoegde substituut-procureuren des Konings voorzien, toch zou de toepassing van nummer V aanleiding kunnen geven tot zekere moeilijkheden, indien de magistraten van den zetel niet konden opgeroepen worden om als ambtenaar van het openbaar ministerie op te treden. Maar dit laatste beginsel staat vermeld in artikel 205 van de wet op de rechterlijke inrichting van 18 Juni 1869. Het is dus overbodig er in de nieuwe wet op terug te komen.

De nummers VI, VII en VIII hebben betrekking op de inrichting der hoven van beroep.

Dezelfde methode wordt gevolgd : het tegenwoordig personeel in staat te stellen meer werk te leveren. Daartoe moet het aantal kamers vermeerderd worden.

Het aantal kamers der hoven van beroep is thans bij de wet geregeld. Maar in eene tijdelijke wet behoort de zorg om dit aantal te bepalen aan de Regeering te worden toevertrouwd : in zekere gevallen is het mogelijk dat gedurende gansch den aangegeven tijd geen vermeerdering noodig zij. In andere gevallen zal de vermeerdering, waartoe besloten is, onvoldoende kunnen blijken.

Daarover handelt nummer VI.

Volgens nummer VII zullen de kamers in de hoven van beroep nog enkel bestaan uit drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. Dit is het beginsel dat reeds in boetstraffelijke zaken wordt gehuldigd en over 't algemeen voorgesteld is bij het wetsontwerp van 12 November 1912. De bijstand van het openbaar ministerie wordt vereischt « behoudens de uitzonderingen, bij de van kracht zijnde wetten voorzien », bij voorbeeld wat betreft zaken, die voor het hof worden gebracht krachtens het kieswetboek of de militiewet.

Nummer VIII, dat de samenstelling regelt van de plechtige terechtzittingen, die kennis zullen nemen van de haar na cassatie toegewezen zaken, is slechts een reproductie van den nieuwen tekst van artikel 83, voorkomend in het wetsontwerp van 12 November 1912.

Nummer IX voorziet in de inrichting der kamers van vacantie, zoowel in de hoven van beroep als in de rechtbanken van eersten aanleg.

Ten slotte verleent nummer X eene bijkomende bezoldiging aan de alleensprekende rechters in de rechtbanken van eersten aanleg. Deze weddebijslag houdt verband met die welke thans aan de onderzoeksrechters en aan de kinderrechters wordt toegekend (men zie artikel 32 van de wet van 15 Mei 1912). Verder wordt voorzien dat de raadsheeren in de hoven van beroep die, bij onstentenis van een titelvoorenden voorzitter, geroepen zijn om op regelmatige wijze het voorzitterschap der kamers waar te nemen, de wedde zullen ontvangen die aan het ambt van voorzitter is verbonden. Daar de wet slechts tijdelijk is, is het zeker dat het aantal voorzitters niet behoort te worden verhoogd; maar het is billijk de emolumenten aan een ambt verbonden toe te kennen aan degenen die het vervullen.

Het tweede lid, aan de rechtspleging gewijd, bevat, naast zekere vereenvoudigingen, eenige bepalingen die enkel beoogen de instelling van den alleensprekenden rechter met de huidige wetten in overeenstemming te brengen. In de burgerlijke en handelszaken, die aan den alleensprekenden rechter worden onderworpen, gaan de bevoegdheden van den rechter-commissaris over op den alleensprekenden rechter (n^o XI); hetzelfde geldt ten opzichte van de bevoegdheden van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafzaken (n^o XII).

De voorafgaande mededeeling aan de magistraten van de bijzonderste

stukken der rechtspleging voor de hoven van beroep (n^o XIII), zal in vele gevallen de verhandelingen kunnen bekorten.

Ten slotte heeft, sedert geruimen tijd, de praktijk het nut doen erkennen van de afschaffing van het verslag voorgeschreven bij artikel 209 van het wetboek van strafrechtspleging (n^o XIV).

Twee overgangsbepalingen vullen het ontwerp aan. Zij volgen de wenken, op dit gebied gegeven door de wet van 1876 op de bevoegdheid; over 't algemeen worden de artikelen 55 en 56 van die wet geacht de ware beginselen in zake de terugwerkende kracht der wetten op de rechtspleging en de bevoegdheid te bevatten. Bij bepaling I wordt voorgeschreven dat, op het oogenblik dat de wet van kracht wordt, eene nieuwe verdeeling der hangende zaken tusschen de verschillende kamers volgens artikel IV plaats zal hebben. Zoodoende wordt de regel toegepast, door artikel 55 van de wet van 1876 gehuldigd, waarbij met name wordt bepaald dat de hangende zaken « moeten behandeld en gevonnist worden overeenkomstig de tegenwoordige wet ».

De overgangsbepaling II regelt de kwestie van de ontvankelijkheid van het hooger beroep. Het eerste lid neemt eenvoudig den tekst over van artikel 56, naar luid van hetwelk over de ontvankelijkheid van het hooger beroep op grond van de nieuwe wettelijke bepalingen wordt beslist, zoolang er geen tussen- of eindvonnis is uitgesproken. Dit beginsel is juist. Om logisch over de ontvankelijkheid van het hooger beroep te oordeelen, moet men de regelen in acht nemen welke gelden op het oogenblik dat het recht, om in beroep te komen, ontstaat; dit is het oogenblik waarop een eindvonnis of een tusschenvonnis is uitgesproken, het is te zeggen een vonnis dat over den grond der zaak rechtsprekt (eindvonnis) of dat een voorloopige beslissing uitbrengt over den grond der zaak (tusschenvonnis). Het spreekt trouwens van zelf, dat de regel niet enkel het beroep beoogt dat reeds is ingesteld op het oogenblik dat de wet in werking treedt, maar ook het beroep dat nog niet is ingesteld, maar dat nog ingesteld kan worden, omdat de wettelijke termijn nog niet verstreken is.

In het kort, volgens het beginsel, in het eerste lid gehuldigd, indien er een tussen- of eindvonnis is uitgesproken, wordt het recht om hooger beroep in te stellen geregeld naar de oude wet; deze wordt toegepast, hetzij het beroep reeds ingesteld is op het oogenblik waarop de nieuwe wet in werking treedt, het zij het nog niet ingesteld is. Indien er, daarentegen, geen eind- of tusschenvonnis bestaat, omdat over den grond der zaak noch rechtgesproken is, noch een voorloopige beslissing werd uitgebracht, dan wordt het recht van appel door de nieuwe wet geregeld.

Moet men steeds deze laatste gevolgtrekking zonder één enkele uitzondering aannemen? Hoe juist zij theoretisch ook lijke, toch moet men toegeven dat zij, in de talrijke gevallen waar de begrooting in algemeene termen werd vastgesteld op een bedrag van meer dan 2,500 frank, in feite tot eene onbilijkheid zou leiden. Het is immers zeer waarschijnlijk dat, wanneer deze begrooting werd gedaan, de partijen zich het recht om beroep in te stellen

hebben willen voorbehouden. Men moet hen dus in de gelegenheid stellen eene nieuwe begrooting te doen. Daarover handelt het tweede lid, dat aan deze nieuwe begrooting dezelfde kracht toekent als aan die bij artikel 33 van de wet van 23 Maart 1876 voorzien.

Voor den Minister van Justitie :

De Minister van Koloniën,

L. FRANCK.



PROJET DE LOI

modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1919 jusqu'au 1^{er} août 1923 :

§ 1^{er}. — Organisation judiciaire.

I. Le taux du dernier ressort est porté à 5,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé.

II. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de com-

WETSONTWERP

tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de Hoven en Rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen zijn van 1 Juli 1919 tot 1 Augustus 1923 van toepassing :

§ 1. — Rechterlijke inrichting.

I. Het waardebedrag voor den laatsten aanleg is gebracht op 5,000 fr. voor de vonnissen der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel en voor de uitspraken op kortgeding.

II. De rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koop-

merce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal.

III. Le Roi désigne, parmi les présidents, vice-présidents et juges de chaque tribunal, des juges uniques titulaires et suppléants, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par chambre de juge unique.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres du tribunal.

IV. Sur le vu de l'acte introductif d'instance qui lui est présenté, en original ou en copie signifiée, par la partie la plus diligente, le président du tribunal de première instance distribue les affaires civiles entre les chambres. Celles qui lui paraissent, d'après les termes de cet acte, sujettes à appel, sont distribuées à une chambre ne comportant qu'un juge unique. Les affaires sont ensuite introduites à la chambre ainsi désignée par le président.

Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déférés à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

Les assignations devant le tribunal de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal, de façon que les affaires qui paraissent

handel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers bestaande uit een alleensprekend rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald.

III. Uit den voorzitter, de onder-voorzitters en de rechters van elke rechtbank, wijst de Koning titelvoerende en plaatsvervangende alleensprekende rechters aan, naar rato van één titularis en één plaatsvervanger per kamer met een alleensprekend rechter.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

IV. Op vertoon van de oorspronkelijke akte tot inleiding van het rechtsgeding, of van een beteekend afschrift daarvan, hem door de meest gereede partij voorgelegd, verdeelt de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg de burgerlijke zaken tusschen de kamers. De zaken welke hem, op grond van deze akte, voor beroep vatbaar lijken, worden toegewezen aan eene kamer uit een alleensprekend rechter bestaande. De zaken worden vervolgens in de aldus aangeduide kamer door den voorzitter ingeleid.

Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleensprekend rechter bestaande, kennis.

Dagvaarding vóór de rechtbank van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement, derwijze dat de zaken, die volgens de termen van de akte tot

sent, d'après les termes de l'acte introductif de l'instance, sujettes à appel soient déferées à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

En aucun cas, soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce, la répartition des affaires entre les chambres ordinaires et les chambres ne comportant qu'un juge unique ne peut donner lieu à déclinatoire.

V. Dans les tribunaux de première instance, le juge unique ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent, en matière civile, au nombre fixe de trois juges, sans l'assistance du ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a dans les cours d'appel

inleiding van het rechtsgeding vatbaar lijken voor beroep, vóór eene uit een alleensprekend rechter bestaande kamer worden gebracht.

In geen geval mag hetzij vóór de rechtbank van eersten aanleg, hetzij vóór de rechtbank van koophandel, de verdeeling der zaken tusschen de gewone kamers en de kamers, die uit een alleensprekend rechter bestaan, tot eene verklaring van onbevoegdheid aanleiding geven.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg doet de alleensprekende rechter slechts uitspraak nadat hij het advies heeft gehoord van het Openbaar Ministerie. In burgerlijke zaken zetelen de gewone kamers ten vasten getale van drie rechters, buiten de tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken was.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonderingen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken, bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eerste voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep be-

une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, il y en a au moins deux, une chambre de trois juges et une chambre d'un juge unique.

Ces chambres de vacation sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

X. Le juge unique jouit d'un supplément de traitement de 2,000 fr. dans les tribunaux de première instance de 1^{re} classe, de 1,500 fr. dans les tribunaux de 2^e classe et de 1,000 francs dans les tribunaux de 3^e classe.

Dans les cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titulaire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

§ 2. — Procédure.

XI. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XII. Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Celui-ci statue sur le rapport du juge d'instruction, lequel n'a pas voix délibérative.

staan een of meer vacantiekamers; in de rechtbanken van eersten aanleg zijn er minstens twee, eene kamer met drie rechters en eene kamer met een alleensprekend rechter.

Deze vacantiekamers zijn belast met de afwikkeling der burgerlijke zaken die spoed eischen en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

X. Aan den alleensprekenden rechter wordt als weddebijslag in de rechtbanken van eersten aanleg van 1^{ste} klasse, 2,000 frank, in de rechtbanken van 2^{de} klasse 1,500 frank en in de rechtbanken van 3^{de} klasse 1,000 frank toegekend.

In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij onstentenis van den titelvoerveden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

§ 2. — Rechtspleging.

XI. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaat de bevoegdheid van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XII. De bevoegdheid van de raadskamer der rechtbank van eersten aanleg in strafrechtelijke zaken is toegekend aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Deze doet uitspraak op het verslag van den onderzoeksrechter, die geen deel neemt aan de beraadslaging.

XIII. Devant la cour d'appel, les parties sont obligées de remettre à tous les magistrats du siège et au ministère public, trois jours au moins avant l'audience des plaidoiries, en texte imprimé ou dactylographié, le jugement de première instance, les conclusions d'appel, les rapports d'expertise et d'enquête, ainsi que, le cas échéant, le contrat servant de base au débat.

XIV. Le rapport prescrit par l'article 209 du Code d'instruction criminelle est supprimé.

Dispositions transitoires.

I. Au moment de la mise en application de la présente loi, les présidents des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce procéderont à une nouvelle distribution des affaires entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions de l'article IV.

II. Dans toutes les instances dans lesquelles il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Toutefois, lorsque, dans une affaire civile ou commerciale dans laquelle il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, l'évaluation prévue à l'article 33 de la loi du 25 mars 1876 est supérieure à 2,500 francs sans l'être à 5,000 francs, chacune des parties est recevable à en faire une nouvelle, dans le premier acte de procédure qui suivra la mise en vigueur de la loi, et cette évaluation nouvelle

XIII. Voor het hof van beroep zijn partijen verplicht aan al de magistraten van den zetel en aan het Openbaar Ministerie, ten minste drie dagen vóór de zitting waarop gepleit zal worden, een gedrukten of gedactylografeerden tekst te overhandigen van het vonnis van eersten aanleg, van de eischen van partijen in hooger beroep, de verslagen der deskundigen en van het getuigenverhoor, alsook, desnoods, van het contract waarop het geschil is gesteund.

XIV. Het verslag, voorgeschreven bij artikel 209 van het Wetboek van strafvordering, is afgeschaft.

Overgangsbepalingen.

I. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel overgaan tot eene nieuwe verdeeling der zaken tusschen de verschillende kamers, overeenkomstig de voorschriften van artikel IV.

II. In al der rechtsgedingen, waarin geen tusschen- of eindvonnis werd uitgesproken, zal het recht om in hooger beroep te gaan geregeld worden volgens de voorschriften van deze wet.

Nochtans, indien in eene burgerlijke of handelszaak, waarin geen tusschen- of eindvonnis is uitgesproken, de begrooting, voorzien bij artikel 33 van de wet van 25 Maart 1876, hooger is dan 2,500 frank en lager dan 5,000 frank, dan kan iedere partij eene nieuwe begrooting laten doen bij de eerste handeling van rechtspleging, die zal volgen op het in werking treden der wet, en die nieuwe begrooting zal

aura tous les effets de celle prévue
au dit article 53.

dezelfde kracht hebben als die, bij
genoemd artikel 53 voorzien.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1919.

Gegeven te Brussel, den 21^e Mei
1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Pour le Ministre de la Justice :

Voor den Minister van Justitie :

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.

